

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

Février 2021

Pour contacter et suivre l'OFGL

- Site Internet : www.collectivites-locales.gouv.fr/ofgl
- Plateforme de partage de données : <https://data.ofgl.fr>
- Application Web dédiée à la donnée financière sur l'investissement :
www.ofgl-capsur.fr
- Courriel : contact@ofgl.fr
- LinkedIn : <http://www.linkedin.com/company/ofgl>
- YouTube : <https://www.youtube.com/channel/UCBomahixkuV7ILnwPpp3trA>
- Adresse :

OFGL – 120 rue de Bercy – Bât. Necker T 733 – 75572 Paris Cedex 12

Avant-Propos

On le sait maintenant, l'année 2020 fut totalement « hors normes »... la crise sanitaire, ainsi que ses conséquences économiques, sociales et financières s'imposent à nous sans référence possible et sans grande lisibilité sur l'avenir au moment où j'écris ces lignes.

La lecture du rapport d'activité 2020 de l'Observatoire des Finances et de la Gestion publique Locales (OFGL) doit s'effectuer à la lumière de ce contexte.

Pendant toute l'année, l'OFGL a poursuivi ses missions de collecte, d'analyse et de partage des données et informations.

Après son ouverture officielle en début d'année, la plateforme data.ofgl.fr a ainsi fait l'objet de nombreux développements qui ont élargi l'étendue des données partagées, amélioré leur lisibilité et favorisé leur réutilisation. Les acteurs publics locaux ou nationaux, leurs partenaires, les chercheurs et les citoyens disposent dorénavant d'un outil libre d'accès et simple d'utilisation pour mieux comprendre les situations et les enjeux de nos territoires.

Dans le même temps, l'OFGL a poursuivi ses analyses, je pense bien entendu à son rapport annuel reposant sur des traitements de la DGCL et les données de la DGFIP mais également aux travaux dictés par le contexte. Citons par exemple les éclairages précieux fournis sur les centres communaux et intercommunaux d'action sociale.

Pour la suite, compte tenu des incidences de la crise actuelle sur les finances locales et sur les besoins en matière de services publics, l'exercice d'analyse des finances et de la gestion locale sera crucial. Pour le mener dans de bonnes conditions, la meilleure méthode est collective, elle s'appuie sur des administrations centrales, des associations d'élus locaux ou d'agents, des chercheurs et des experts.

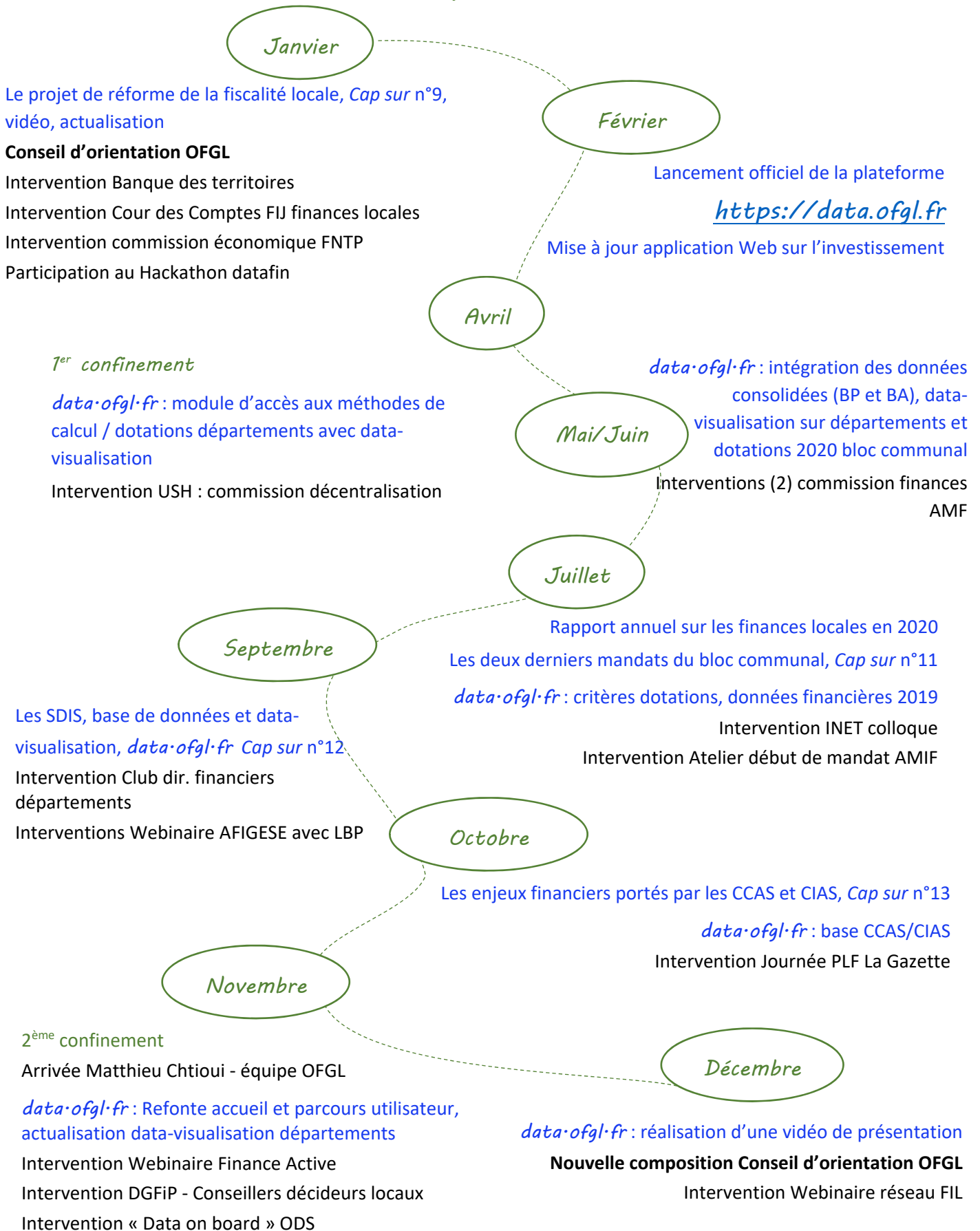
Avec le tout nouveau Conseil d'orientation de l'OFGL, mis en place suite aux élections dans le bloc communal et au sein du CFL, nous devons poursuivre dans cette voie en 2021.

André Laignel
Président de l'OFGL

Chiffres clés 2020

Une équipe de 4 personnes	27 structures ou personnalités qualifiées actives dans le Comité scientifique et technique
4 productions <i>Cap sur</i>	1 rapport annuel
1 plateforme de données partagées et 1 application web	520 sessions hebdomadaires sur data.ofgl.fr
17 interventions publiques (11 en « visio ») devant plus de 1 290 participants	1 134 abonnés LinkedIn (+50% en un an)

Faits marquants 2020





data.ofgl.fr



Conseil d'orientation – février



Groupe de travail plateforme – février



les publications de l'OFGL



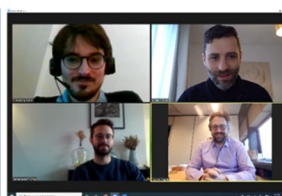
Hackathon Datafin – janvier



Webinaire AFIGESE – LBP – OFGL – septembre



Data on board ODS – novembre



Équipe OFGL – visio – décembre

Sommaire

1- L'Observatoire des Finances et de la Gestion publique Locales	7
L'OFGL et ses chantiers 2020 en quelques lignes.....	7
Sa gouvernance et son équipe	7
2- L'activité de l'OFGL en 2020.....	9
Crise sanitaire	9
Les études.....	9
Le partage de la donnée.....	13
Les autres travaux	16
3- La visibilité	17
Interventions publiques	17
Presse	17
Site Internet OFGL et réseaux sociaux	18
4- Un budget cofinancé entre l'Etat et les collectivités	19

1- L'Observatoire des Finances et de la Gestion publique Locales

L'OFGL et ses chantiers 2020 en quelques lignes

L'Observatoire des Finances et de la Gestion publique Locales (OFGL) a été créé en 2016 par l'article 113 de la loi NOTRe du 7 août 2015¹. Il remplace l'Observatoire des Finances Locales comme formation spécialisée du Comité des Finances Locales. Il est opérationnel depuis septembre 2017, date de l'arrivée de l'équipe au complet.

L'Observatoire voit ses compétences élargies. Lieu de partage et de réflexion entre les différentes parties prenantes, il a pour mission d'établir, de collecter, d'analyser et de diffuser des informations portant sur les finances et la gestion des collectivités territoriales.

L'Observatoire intervient sur des thématiques diverses, répondant aux demandes formulées par son Conseil d'orientation composé d'élus et de représentants de l'Etat.

Ses chantiers sur l'année 2020 sont :

- *le développement de la plateforme de partage de données,*
- *l'analyse des dépenses d'investissement des collectivités,*
- *la modernisation des indicateurs de ressources et charges,*
- *l'analyse des coûts,*
- *la fiscalité locale et les territoires.*

La crise COVID a mis en suspens certaines actions planifiées sur ces chantiers et généré une demande du Président, après sollicitation des associations d'élus, sur des travaux liés à l'impact de la crise sur les ressources des collectivités locales.

Par ailleurs, l'Observatoire publie chaque année un rapport annuel réalisé en grande partie par les équipes de la DGCL, et plus particulièrement son département des études, en lien avec l'équipe OFGL. Ce rapport repose notamment sur l'exploitation des données produites par la DGFIP. Il constitue, depuis plus de 20 ans, une référence en matière d'informations financières et fiscales sur le secteur public local.

Sa gouvernance et son équipe

L'OFGL est présidé par le **Président du Comité des Finances Locales (CFL), André Laignel.**

Les grandes orientations des travaux menés par l'Observatoire sont fixées par son Président et par son **Conseil d'orientation (CO)**. Ce Conseil est constitué de 10 élus nommés par le Président parmi les élus du CFL et de 5 représentants de l'Etat : DGCL (3), DGFIP et Direction du Budget.

Listes des membres élus du CO (nouvelle composition décembre 2020) :

- **Mme Pierrette DAFFIX-RAY**, maire de Youx ;
- **Mme Carole DELGA**, présidente de la région Occitanie ;
- **M. Charles GUENE**, sénateur de la Haute-Marne ;
- **M. Bertrand HAUCHECORNE**, maire de Mareau-aux-prés ;
- **M. Antoine HOME**, maire de Wittenheim ;
- **M. Philippe LAURENT**, maire de Sceaux ;
- **M. Jean-René LECERF**, président du conseil départemental du Nord ;
- **M. David LISNARD**, maire de Cannes ;
- **M. Gaël PERDRIAU**, maire de Saint-Etienne ;
- **M. François REBSAMEN**, président de Dijon Métropole.

¹ codifié à l'article L1211-4 du CGCT

L'OFGL s'appuie par ailleurs sur l'expertise des membres de son **Comité scientifique et technique (CST)**. Il est composé d'administrations centrales, d'organismes publics, d'associations d'élus, d'associations d'agents de la fonction publique territoriale et de personnalités qualifiées (universitaires, administrateurs territoriaux et experts).



Liste des membres du CST :

- Directions d'administration centrale : DGCL*, DGFIP*, DB*, ANCT*, DGOM, DLF, DG Trésor*, IGF*, IGA*, IGAS, DGCS, DREES*, DGAFP, INSEE*
- Organismes publics : Cour des comptes*, CDC*, CNFPT*
- Associations d'élus : AdCF*, ADF*, AMF*, AMRF*, APVF*, Fédération des EPL*, France urbaine*, Villes de France*, Ville et banlieue*, Régions de France*
- Associations de personnels territoriaux : AATF*, ADT Inet, AITF, AFIGESE*, SNDGCT*
- Autres personnalités qualifiées :
Universitaires : M. Bouvier, R. Hertzog, F. Navarre* et M. Leprince*
Experts : P. Mahé, JS. Ruggiu pour BPCE, P. Rogier* pour l'AFL, LA. Vervisch* et la Direction des Etudes La Banque Postale*, O.Wolf*

En fonction des chantiers, des besoins et des appétences, les structures ou personnalités qualifiées citées n'ont pas toutes vocation à être actives. En 2019 ou 2020, ont participé à l'un des chantiers celles signalées par une « * ». Notons par ailleurs que l'OFGL a bénéficié de précieux échanges avec l'ODAS et l'UNCCAS lors de la préparation de son 13^e numéro de *Cap sur*.

L'OFGL a organisé 2 réunions collégiales avec les membres du CST concernés par les différents chantiers, les autres échanges se sont déroulés à distance, par plus petits groupes compte tenu de la situation sanitaire. La réunion plénière habituellement planifiée en fin d'année a été reportée à début 2021.

Depuis septembre 2017, l'Observatoire dispose, pour coordonner les acteurs et réaliser des études spécifiques, d'une équipe de quatre personnes, un secrétaire général et trois chargés de missions. Raphaël Menelon a quitté la structure en août 2020 après 3 années d'implication sans faille et l'OFGL a accueilli Matthieu Chtioui en novembre.

- Thomas Rougier, Secrétaire général
- Nicolas Laroche, chargé de missions
- Matthieu Chtioui, chargé de missions
- Samuel Lerestif, chargé de missions

L'équipe OFGL bénéficie d'un soutien de la DGCL (ressources humaines, gestion budgétaire, informatique, communication) et des Ministères de l'Economie et des finances (bureaux, logistique, équipement informatique). Son espace Internet est accueilli sur la plateforme collectivites-locales.gouv.fr, plateforme pilotée conjointement par la DGCL et la DGFIP, et son portail de données constitue un sous-domaine du portail des Ministères économiques et financiers.

2- L'activité de l'OFGL en 2020

L'activité de l'OFGL prend essentiellement la forme d'études, de productions publiques et de partages de données.

Cette activité est menée dans le cadre des chantiers listés page 6, le plus souvent en partenariat ou en concertation avec des membres de son Comité scientifique et technique, même si, compte tenu de la crise sanitaire et des périodes de confinement, le programme initialement envisagé a été perturbé.


Crise sanitaire

En 2020, le contexte de la crise sanitaire n'a pas entraîné d'interruption dans l'activité de l'OFGL. Il a en revanche perturbé le rythme et le contenu des réalisations.

Suite à la demande des associations d'élus, relayée par le Président de l'OFGL, l'Observatoire a notamment travaillé sur un recensement des ressources potentiellement impactées et sur l'évaluation des impacts pour le bloc communal. Ces travaux ont pris la forme de données, individuelles ou d'ensemble, qui n'ont pas été diffusées publiquement mais partagées avec les associations d'élus, la DGCL et la DGFIP.

Les études


Hors rapport annuel sur les finances locales, les productions publiques de l'OFGL sont regroupées au sein d'une collection « Cap sur » ; *CAP comme Collecter, Analyser et Partager*, principales missions de l'Observatoire².

Elles prennent la forme de publications rédigées , de données , de data-visualisations  ou de vidéos  à vocation pédagogique³.

► Actualisation Cap sur la réforme de la fiscalité locale - n°9, janvier 2020 (Vidéo)



Un exercice de pédagogie pour une réforme structurante des modalités de financement des collectivités

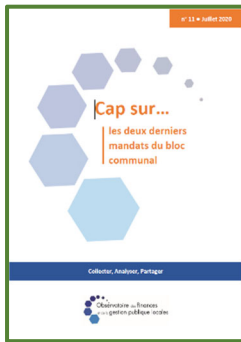
 Ce numéro a été réalisé à partir des éléments contenus dans la loi de finances initiale pour 2020.

Il est publié sous le format d'une vidéo commentée. Il présente les principaux impacts de la réforme fiscale pour une commune, une intercommunalité et un département sans pour autant être exhaustif de l'ensemble des mesures décrites dans la loi de finances initiale pour 2020.

² Tous les numéros de Cap sur sont consultables sur : <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/collection-cap-sur-lofgl>

³ Les vidéos de l'OFGL sur consultable sur sa chaîne YouTube : <https://www.youtube.com/channel/UCBomahixkuV7ILnwPpp3trA>

► **Cap sur les deux derniers mandats du bloc communal - n°11, juillet 2020**



Le dernier mandat du bloc communal analysé au prisme des constats faits sur le cycle précédent

Cette note dresse un portrait financier de la dernière mandature du bloc communal 2014-2019, notamment en la comparant à la précédente. Principaux constats : des recettes de fonctionnement contraintes, un coup de frein sur les dépenses, un autofinancement moins favorable, des investissements plus faibles bien que dynamiques en fin de période et un encours de dette stable.

Quelques résultats :

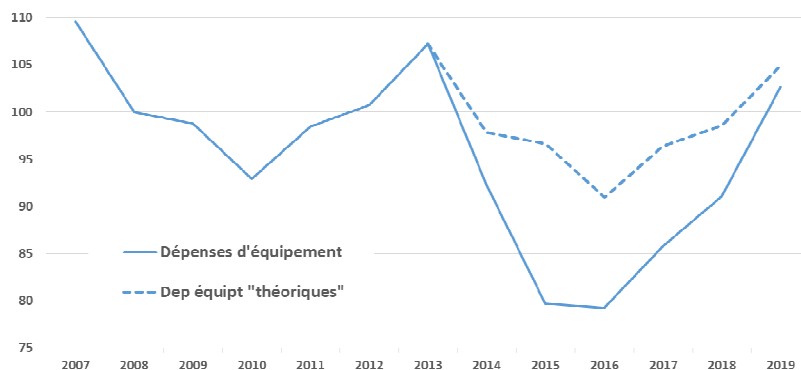
-20% de dotations de l'Etat cumulées sur la période 2014-2019 par rapport à 2008-2013.

Les **ressources de fonctionnement** progressent cependant entre les deux mandats : **+ 4,7%**.

Coup de frein sur les **dépenses de fonctionnement** : **+5,8%** entre les deux dernières mandatures là où la reconduction du mandat précédent aurait abouti à un écart de **+8,9%**.

Malgré une fin de mandat très dynamique, la période 2014-2019 se solde par un **niveau d'investissement inférieur de 11%** au précédent. Les très forts replis des années 2014 et 2015 n'ont pas pu être rattrapés sur les dernières années de la mandature.

Dépenses d'équipement, base 100 en 2008, euros constants



Traitement OFGL à partir de données DGFIP et DGCL. Budgets principaux. Bloc communal. La mention « théorique » indique la reproduction des évolutions du mandat 2008-2013 sur le mandat 2014-2019.

Très faible progression de l'**encours de dette** : **+0,2%** /an en moyenne sur le dernier mandat.

► **Cap sur les services départementaux d'incendie et de secours - n°12, septembre 2020**



Données financières et premières data-visualisations sur les SDIS, pour une meilleure connaissance de ces structures au cœur de notre système de secours



Les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) font l'objet d'une attention particulière de la part des collectivités locales, et notamment des

départements. Afin de permettre aux utilisateurs d'améliorer la compréhension de ces structures et des masses financières en jeu, une base de données est mise à disposition (traitement OFGL à partir des données DGFIP), pour la période 2012-2019. Celle-ci s'accompagne de data-visualisations permettant, en quelques clics, de constituer un échantillon et d'obtenir des données, des graphiques et de la cartographie sur les éléments clés des finances de ces établissements publics.

Quelques faits marquants :

Plus de
4 millions
d'interventions
en 2018.

4,3 Md€ de dépenses de
fonctionnement en 2019 (budget
principal et budgets annexes). Elles
correspondent en grande majorité à des
frais de personnel (82%).

96% des recettes de
fonctionnement issues de
participations et dotations en
2019, dont plus de la moitié en
provenance des départements.

707 M€ de dépenses d'investissement hors
remboursement de dette en 2019 (budget principal et
budgets annexes).

Quatre catégories pour les **dépenses d'équipement** :
véhicules (**1,6 Md€** pour la période 2012-2019),
constructions (centre d'incendie et de secours,
bâtiments administratifs, **1,5 Md€**), matériel
d'incendie et de secours (**600 M€**), autres
dépenses d'équipement (matériel informatique,
mobilier, réseaux de transmission, etc., **1,2 Md€**).

Un **encours de dette** d'**1,5 Md€** au
31 décembre 2019 (budget principal et
budgets annexes).

Des **disparités** constatées entre les
établissements : l'encours de dette
moyen est de **21€/hab**, mais est
supérieur à **41€/hab** pour un SDIS
sur quatre et, à l'inverse, inférieur à
74€/hab pour 25% des SDIS (dont
six ont une dette nulle).

► Cap sur les enjeux financiers portés par les CCAS et CIAS - n°13, octobre 2020



Une étude sur des structures fortement mobilisées en cette période de crise sanitaire et sociale.



Cette note dresse un état des lieux des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS-CIAS). Les missions de ces entités, leurs effectifs et les traductions financières de leurs actions sont notamment abordés. Dans la poursuite d'un objectif de partage de l'information, une base de données financières spécifique aux CCAS et CIAS est également disponible sur la plateforme data.ofgl.fr, pour les années 2018 et 2019. Le lecteur peut ainsi étoffer les analyses de la note ou bien se pencher plus précisément sur un CCAS de son choix.

Quelques faits marquants :

- 49% : baisse du nombre de CCAS et CIAS entre 2007 et 2019. Il en existe moins de **15 000** à ce jour.

126 000 agents au 31 décembre 2018 (dont 5 000 dans les CIAS).

6,3 Md€ de dépenses totales hors remboursement de dette en 2019 (budget principal et budgets annexes, hors Paris)

Des **dépenses de fonctionnement** représentant à elles seules **2,8 Md€** en 2019 (budgets principaux seuls). Elles sont composées principalement de **frais de personnel** (63%) et **d'achats et charges externes** (23%).

Des **disparités importantes** de dépenses de fonctionnement entre CCAS. Plusieurs facteurs explicatifs : différences de moyens, choix politiques locaux en matière d'action sociale et périmètre d'intervention des CCAS, besoins des populations, rôle joué par les tiers.

Des **budgets annexes** d'une forte ampleur financière, dépassant celle des budgets principaux : **3,4 Md€** de dépenses de fonctionnement en 2019. Ces budgets correspondent très majoritairement à des établissements et services rattachés.

► Rapport 2020 OFGL sur les finances locales (juillet 2020)



Un ensemble de données de référence indispensable aux acteurs, qu'ils soient locaux ou nationaux, ainsi qu'à tous ceux travaillant au contact des politiques publiques locales



Le rapport annuel de l'Observatoire concourt depuis 25 ans à l'information du Gouvernement, du Parlement et des collectivités elles-mêmes sur la situation financière des administrations publiques locales.

Le Sénateur Charles Guéné en est le rapporteur auprès du CFL. La version complète du rapport, comprenant 13 annexes thématiques, a été approuvée par le CFL lors de la séance du 7 juillet 2020. Il est réalisé par les équipes de la DGCL, sous le pilotage de son département des études, notamment à partir des données produites par la DGFIP, avec le soutien de l'équipe OFGL.

Quelques résultats, sur l'ensemble des collectivités locales :

Des **dépenses de fonctionnement** toujours sous contrôle
+ 1,2 % en 2019.

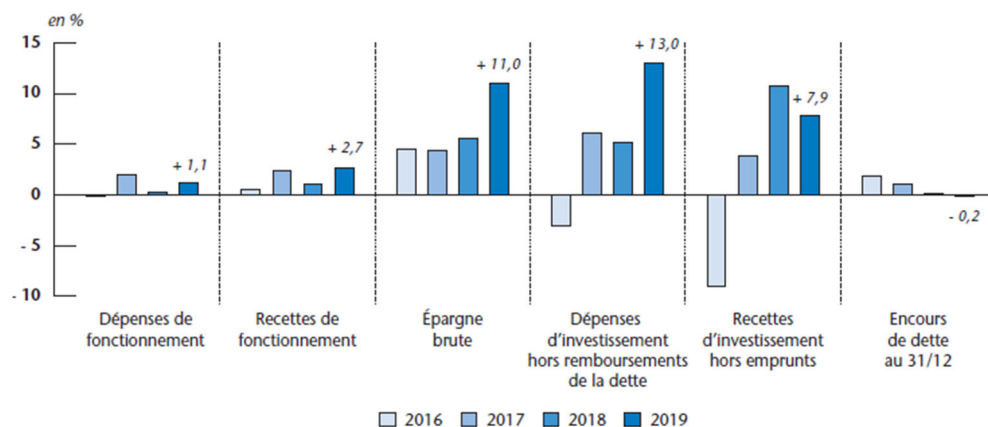
Des **recettes de fonctionnement** soutenues par des ressources fiscales plus favorables
+ 2,7 % en 2019.

L'**épargne brute** poursuit sa progression entamée en 2015
+ 11,0 % en 2019
 Elle progresse pour tous les niveaux de collectivités.

Après une baisse sensible entre 2013 et 2016 et une reprise en 2017, nouvelle progression des **dépenses d'investissement**
+ 13,0 % en 2019.

Les collectivités diminuent leur **capacité de financement**,
+ 0,7 Md€ en 2019 après +2,1 Md€ en 2018, elles stabilisent de nouveau leur **stock de dette** : **- 0,2 %** sur les budgets principaux et **+ 0,5 %** y compris budgets annexes et syndicats.

Taux d'évolution annuels - ensemble des collectivités



Source : DGCL. Données : DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.

Source : Rapport sur les finances locales en 2020 de l'OFGL

Le partage de la donnée

Parmi les missions de l'OFGL, le partage des informations financières et fiscales est l'une des priorités. Fort des ouvertures de données des administrations concernées (DGFiP, DGCL...), l'OFGL a pour objectif de simplifier l'accès aux informations et de guider les utilisateurs.

En ce sens, l'un des chantiers de l'OFGL consiste en la création d'une plateforme de données partagées. L'année 2020 se place dans la continuité des avancées déjà obtenues les années précédentes : ouverture d'une première application Web en 2018 et d'une version bêta de la plateforme data.ofgl.fr en décembre 2019.

Comme le signale le député Éric Bothorel dans son rapport « Pour une politique publique de la donnée »⁴, ce partage de données mené par l’OFGL constitue « un vecteur de démocratie locale et de transparence sur l’action des collectivités ».

Optimisation de l’application Web sur l’investissement

Un accès libre et simplifié aux données individuelles des collectivités locales sur l’investissement public et son financement

L’application Web dédiée aux investissements et à leur financement ouverte en 2018 est actualisée chaque année par l’OFGL. En 2020 : optimisation et mise à jour avec les données définitives de 2018 (février) puis intégration des premières données sur l’exercice 2019 (août), dans le prolongement du partage des données sources en open data par la DGFIP.



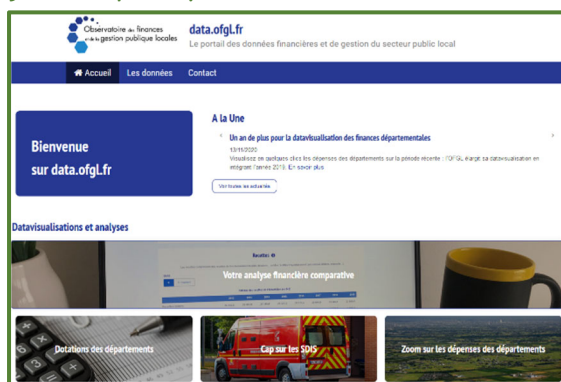
www.ofgl-capsur.fr

Cette application permet de dresser un portrait financier de l’investissement public local sur un groupe de collectivités. Il fournit aux décideurs locaux et à leurs partenaires des éléments qui peuvent les accompagner dans le développement des politiques publiques locales.

L’utilisateur analyse les dépenses d’investissement d’un échantillon de collectivités locales, il a la possibilité d’isoler une entité parmi ce groupe. Il dispose ensuite de représentations graphiques et de données individuelles qu’il peut extraire pour construire sa propre analyse. Depuis fin janvier 2019, date de mise en place d’un suivi de l’activité de l’application Web, il y a eu 1 760 utilisateurs différents⁵ et 2 660 sessions⁶.

data.ofgl.fr : les grandes étapes de 2020

Première année du portail data.ofgl.fr, un outil au service de tous les acteurs de la gestion publique locale



<https://data.ofgl.fr>

Officiellement lancé en février 2020, le site data.ofgl.fr est le **portail des données financières et de gestion du secteur public local**, développé par l’Observatoire des Finances et de la Gestion publique Locales, dans le cadre d’un partenariat technique avec les Ministères économiques et financiers, autour de la solution développée par Opendatasoft.

⁴ Rapport au Premier Ministre, décembre 2020 : <https://www.gouvernement.fr/remise-du-rapport-sur-la-politique-publique-de-la-donnee-des-algorithmes-et-des-codes-sources>.

⁵ Utilisateurs acceptant d’être suivi par un cookie, le nombre réel d’utilisateurs est donc plus important.

⁶ Chiffres arrêtés au 30 novembre 2020

Il vise à mettre à disposition, dans une plateforme en ligne, des données relatives aux finances et à la gestion des collectivités locales françaises, d'en permettre l'accès, la compréhension et l'analyse, ainsi que d'en faciliter les réutilisations.

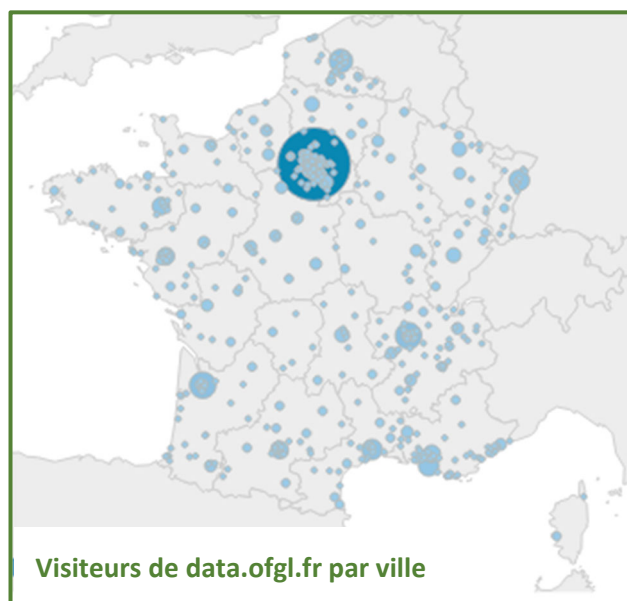
Le portail est totalement libre d'accès, il est issu du travail partagé des différentes instances de l'OFGL : Conseil d'orientation et Comité Scientifique et Technique.

Les données utilisées dans le portail sont toutes issues de jeux de données mis à disposition de manière ouverte par différents producteurs (DGFIP, DGCL, INSEE...). Sur la base de ces données, l'OFGL réalise un certain nombre de traitements qui diffèrent selon les objectifs poursuivis (simplification d'accès, réalisation de prétraitements métiers, réalisation de croisements de données significatifs...).

Tout au long de cette première année, le portail s'est enrichi de données nouvelles et de nouvelles fonctionnalités, afin de répondre au mieux aux attentes de ses utilisateurs. Ces évolutions s'articulent autour de trois axes :

- **Actualiser et enrichir les données mises à disposition des utilisateurs** : actualisation des données des comptes des communes, des groupements à fiscalité propre, des départements et des régions et mise à disposition de leurs comptes consolidés ; ajout de jeux de données sur les comptes des SDIS et des CCAS-CIAS ; mise à disposition de données sur les dotations de l'Etat aux collectivités locales sur plusieurs années ; enrichissement des jeux de données sur les comptes avec des variables sur l'encours de dette...
- **Simplifier l'usage et la compréhension des données financières du secteur public local** : mise en place d'une page d'accueil et d'une page d'actualité ; production de différentes data-visualisations sur les finances des départements, des SDIS, des dotations aux départements... ; mise en œuvre d'un module descriptif des formules de calcul des agrégats financiers ; conception d'un premier tutoriel de présentation du portail.
- **Optimiser le fonctionnement du portail et assurer ses prochaines évolutions** : déploiement d'outils de suivi de l'utilisation du portail ; consolidation de l'architecture des données dans le backoffice du site.

Le portail data.ofgl.fr a déjà atteint sa cible. Depuis la mise en place des outils de suivi, on dénombre chaque semaine en moyenne 320 visiteurs et 520 sessions différentes, la durée moyenne d'une session étant supérieure à 5 minutes. Le portail est utilisé sur tout le territoire français.



L'expérience Hackathon au Sénat

Les 24 et 25 janvier 2020 se tenait la deuxième édition du Hackathon, consacrée aux finances locales. Cet évènement, qui se déroulait au Sénat, visait principalement à une meilleure appropriation des finances publiques locales par les citoyens afin d'objectiver davantage les débats sur les politiques publiques menées et sur leur financement.



Les groupes, constitués de publics divers (data-scientists, développeurs, designers, chercheurs, data-journalistes, agents publics, citoyens), avaient pour objectif de relever des défis proposés par les participants sur des thèmes variés : mise en place d'une plateforme afin de suivre les marchés publics des JO 2024, création d'un tableau de bord financier et fiscal des collectivités locales, visualisation d'un budget « type » de 1 000€, création d'un format CSV pour les données de marchés publics afin de les rendre accessibles par le plus grand nombre.

L'OFGL était l'un des partenaires de cet évènement, au côté d'autres organismes : Sénat, Assemblée nationale, ministère de l'Action et des Comptes publics, ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, Cour des comptes, avec le concours de la direction interministérielle du numérique (DINUM). Ce Hackathon fut aussi l'occasion de présenter une première version de la plateforme data.ofgl.fr et de mettre à disposition les principaux agrégats financiers présents sur celle-ci.

Les autres travaux

L'observatoire peut par ailleurs être amené à traiter plus ponctuellement certains sujets, toujours en lien avec ses missions, soit à sa demande, soit à celle d'une association d'élus ou d'agents, d'une administration ou d'un tiers travaillant sur le secteur.

A titre d'exemples, l'OFGL :

- a été associé au groupe de travail de l'AFIGESE et France urbaine sur l'impact de certains critères sur les mécanismes de péréquation,
- participe aux réunions du groupe de travail tarification et à celles du groupe fiscalité (AFIGESE),
- a travaillé début 2020 sur les données financières dans le cadre du groupe de travail « centralité » initié en 2019 par le CGET,
- est partenaire et membre du comité scientifique du réseau FIL, lieu d'échanges entre chercheurs et décideurs locaux,
- fournit ponctuellement des données ou des renseignements à des tiers (chercheurs, associations d'élus, journalistes...),
- est membre d'un groupe de travail consacré aux Entreprises publiques locales, avec l'INSEE, la DGCL et la Fédération des EPL.

3- La visibilité

Compte tenu de la jeunesse de la nouvelle configuration de l'OFGL, les enjeux de visibilité sont importants. Les productions, études, bases de données, outils ou vidéos doivent pouvoir s'adresser à l'ensemble des acteurs intéressés par les sujets traités. Pour assurer un rayonnement à ses réalisations, l'OFGL a privilégié quatre axes : les interventions publiques, la presse, le site internet et les réseaux sociaux.

Interventions publiques

Toute l'année, l'équipe OFGL répond aux sollicitations de ses partenaires ou des structures actives en matière d'études sur les finances et la gestion locales pour intervenir lors de colloques ou à l'occasion de réunions thématiques.

En 2020, l'OFGL a assuré 17 présentations, dont 11 « à distance », lors de manifestations regroupant près de 1 300 personnes.

Ces interventions suivent toutes le même objectif, le partage des informations traitées par l'OFGL. Elles permettent de rendre plus visible l'Observatoire et de recenser des besoins des participants.

Liste des principales interventions publiques de l'OFGL sur 2020

CDC Département Appuis aux territoires 06/01

Cour des comptes FIJ finances locales - thème investissements 21/01

FNTF Commission économique 29/01

USH Commission décentralisation 07/02

AMF Commission finances 19/05 et 23/06

INET Colloque 01/07

AMIF Atelier "début de mandat" 08/07

Cercle Colbert Webinaire 08/07

Club des dir. financiers départements 03/09

AFIGESE Webinaire "conjuncture" 24/09

La Gazette des communes - Journée PLF 06/10

Finance Active Webinaire 03/11

DGFIP Journée conseillers aux décideurs locaux (CDL) 05/11

Opendatasoft - Data On Board 05/11

Réseau FIL 2e atelier Webinaire 09/12



La Gazette des communes – journée PLF 6/10

Presse

Toute l'année l'OFGL veille à informer les médias lors de la sortie de ses productions publiques. En 2020, l'Observatoire a organisé une conférence de presse et diffusé cinq communications à la presse.

En conséquence, l'OFGL a bénéficié d'une présence régulière dans les médias tout au long de l'année, versions Web et/ou imprimées : la Gazette des communes, Acteurs publics, Maire Info, Localtis,

Hospimédia, ID cité, Le Journal de l'Action Social -JAS, La revue des collectivités locales, Médiacités, Weka, Lettre du Financier Territorial LFT, Zepros Territorial, Les Echos, Dalloz actualité, ainsi que dans les newsletters des associations d'élus (APVF, AdCF, AdF, AMF, France Urbaine...).

Site Internet OFGL et réseaux sociaux

- Les publications de l'OFGL sont systématiquement mises en ligne sur le site collectivites-locales.gouv.fr qui est partagé entre la DGCL et la DGFIP.

L'OFGL bénéficie de sa propre partie, qu'il construit comme il le souhaite avec l'aide efficace de la direction de la communication de la DGCL.

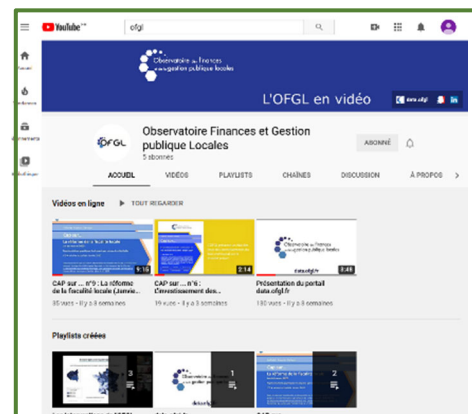
En conséquence, les nouveautés bénéficient de la visibilité en page d'accueil et d'une information par la newsletter bimensuelle du site transmise à plus de 57 000 abonnés.

- Coté réseaux sociaux, l'OFGL s'est concentré sur le réseau professionnel LinkedIn en publiant sur ses productions ainsi que sur celles de ses partenaires.

<https://www.linkedin.com/company/ofgl>

Le nombre d'abonnés a fortement progressé en 2020 pour atteindre 1 134 (+50% sur un an) et les taux de consultation (d'ouverture) sont très satisfaisants. A titre d'exemple, les nouvelles publiées par l'OFGL affichent plus de 39 000 vues sur 12 mois⁷.

- En 2020, l'OFGL a également lancé une chaîne [YouTube](https://www.youtube.com/channel/UC...). Celle-ci lui permet aujourd'hui de centraliser et de rendre accessible ses vidéos, notamment dans l'optique de production de guides d'apprentissage sur son portail data.ofgl.fr.

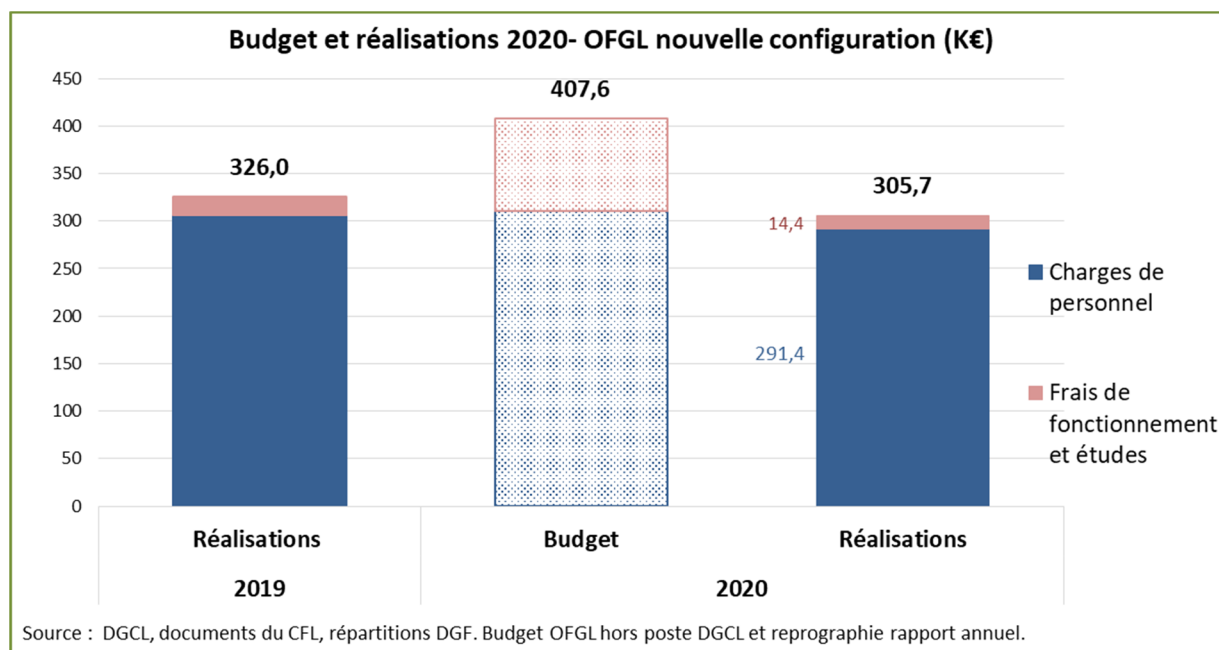


⁷ Nombre d' « impressions » de décembre 2019 à novembre 2020 inclus.

4- Un budget cofinancé entre l'Etat et les collectivités

La nouvelle configuration de l'OFGL mise en place à partir de 2017 s'est construite sur la base d'un **budget supplémentaire annuel de 360 K€**⁸. Il a été décidé de le répartir à parts égales entre l'Etat et les collectivités locales. Pour ces dernières, le financement s'opère sous contrôle du CFL par prélèvement sur la DGF annuelle avant répartition.

Compte tenu de la montée en puissance progressive de la structure, entraînant des sous-consommations et donc des reports, les budgets prévisionnels des années suivantes ont pu être portés à environ 410 K€. Il s'agissait alors d'anticiper les charges exceptionnelles liées à la mise en place de la plateforme de données partagées. Dans les faits, les premiers travaux sur le partage des données (application Web) ont été réalisés sur 2017 et 2018 très majoritairement en interne avec peu de frais de prestations. **En conséquence, seules les réalisations sur l'exercice 2019 et 2020 s'approchent du budget initial de 360 K€ : 326 K€ en 2019 et 306 K€ en 2020**⁹.



En 2020, 95% des dépenses correspondent à des frais de personnel, le reste (14,4 K€) est principalement composé d'une prestation de service de la société Opendatasoft au titre de développements sur la plateforme data.ofgl.fr.

Les frais de déplacement sont quasi nuls en 2020 du fait de la crise sanitaire et les achats de fournitures (informatiques et autres) s'élèvent à 2 800€.

⁸ Ce montant ne comprend pas les charges « historiques » de l'OFL, un poste à la direction des Etudes de la DGCL et les coûts de reproduction du rapport annuel, qui représentent environ 60K€ par an.

⁹ Source CFL répartition DGF 9/02/2021.

« Avec data.ofgl.fr, les acteurs publics locaux ou nationaux, leurs partenaires, les chercheurs et les citoyens disposent dorénavant d'un outil libre d'accès et simple d'utilisation pour mieux comprendre les situations et les enjeux de nos territoires. »

André Laignel,
Président de l'OFGL



data.ofgl.fr

Le portail des données financières et de gestion du secteur public local